



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du Mercredi 14 mai 2025

Le quatorze mai deux mille vingt-cinq à dix-neuf heures quatorze, le Conseil Municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 6 mai 2025, s'est réuni Salle du Conseil Municipal — Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présent.e.s :

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie (présente à partir de la délibération 25 038), Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, CHASSAY Laurent, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Étaient représenté.e.s :

M. COELHO Vasco	mandat à Mme ALIROL Béatrice
Mme GAULIER Danièle	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. THIAM Moustapha	mandat à M. SAYADI Walid
Mme COHEN Rachel	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme FRANCISOT Amandine
M. POUDY Franklin	mandat à M. GARROUT Karim
Mme FADLI Hafida	mandat à M. CHALBI Yacin
M. OMRANE Alain	mandat à M. BOLLE-DALLIAH Kristian
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme HACHE Bénédicte
Mme FOURNIER Laura	mandat à M. MARQUES Henrique
Mme Hamida BOUGUEROUA	mandat à M. BANCE Stéphane
Mme DESPRES Catherine	mandat à M. AOUMMIS Hassan

Étaient absentes :

Mme LANTERNIER Lucie	absente jusqu'à la délibération 25.038
Mme DOS REIS Sabrina	

Secrétaire de séance : Damien DESROCHES

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal du mercredi 2 avril 2025.....	4
RESSOURCES HUMAINES	4
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal	4
FINANCES.....	5
→ PASAM — Pass pour l'Accès Solidaire aux Activités Municipales — 2025/2026.....	5
MARCHES PUBLICS.....	6
→ Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Choisy-le-Roi et le CCAS portant sur l'achat et la livraison d'équipement de protection individuelle, vêtements et chaussures de travail	6
→ Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Choisy-le-Roi et le CCAS portant sur l'achat et la livraison d'équipement de produits et matériel d'entretien, articles de droguerie et arts de la table	7
HABITAT	7
→ Approbation de l'avenant n° 2 au protocole de relogement des Navigateurs dans le cadre du projet de renouvellement urbain.....	7
URBANISME	9
→ Approbation du protocole d'accord de pourparlers entre la commune de Choisy-Le-Roi et la société SYPIM pour la rénovation de la galerie Rouget de Lisle.....	9
HABITAT (suite).....	16
→ Garantie de transfert de prêts contractés par BATIGERE HABITAT au profit de LIVIE auprès de la Caisse des dépôts et consignations destinés au financement de 66 logements locatifs, 11 place Lucie Aubrac.....	16
DGST	22
→ Tarification du stationnement payant en parkings couverts à compter du 15 mai 2025.....	22
→ Dénomination de 2 nouvelles voies — Quartier sud	23
CENTRES SOCIAUX.....	24
→ Approbation du nouveau projet social de l'Espace Mouloudji	24
DIRECTION NUMERIQUE ET DES RESEAUX	26
→ Approbation d'une convention avec la Métropole du Grand Paris (MGP) concernant un dispositif numérique basé sur l'Intelligence Artificielle (IA) permettant le suivi et l'analyse des aires de livraison	26

MEDIATHEQUE.....	30
→ Adhésion de la commune de Choisy-le-Roi à l'Association Bibliothèque Braille Enfantine (A.B.B.E)	30
POPULATION.....	31
→ Réévaluation des tarifs de concessions de cimetière à compter du 1er juillet 2025....	31
TRANSITION ECOLOGIQUE	32
→ Approbation de la convention partenariale avec l'Association « Au fil de l'eau » pour la reconduction d'un passeur de rives en 2025	32
ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....	39
→ Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales	39

La séance est ouverte à 19 h 14 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.

→ Désignation du secrétaire de séance

M. le Maire : Bonsoir chers Choisyens, chers élus. Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal.

Nous avons comme d'habitude à nommer un secrétaire de séance. Damien DESROCHES, qui revient d'un voyage, nous dit être en pleine forme et qu'il tient à être secrétaire. Donc, je vous propose M. Damien DESROCHES.

(M. Damien DESROCHES est désigné à l'unanimité secrétaire de séance).

M. le Maire : Je donne la parole à Monsieur BARANGER, notre DGS, pour procéder à l'appel nominal.

→ Appel

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

M. le Maire : Merci, Monsieur le Directeur.

L'ordre du jour a été présenté, y a-t-il des remarques à faire sur cet ordre du jour ? Il n'y en a pas.

→ Approbation du procès-verbal du mercredi 2 avril 2025

M. le Maire : Étudions tout d'abord le procès-verbal du 2 avril 2025 que vous avez reçu également. Y a-t-il des observations sur ce compte rendu ? Je n'en vois pas, il est donc adopté.

(Le procès-verbal du 2 avril 2025 est adopté à l'unanimité.)

M. le Maire : Je ne vois pas non plus d'observations sur l'ordre du jour, donc nous pouvons l'aborder.

RESSOURCES HUMAINES

→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal

M. le Maire : Nous commençons par les Ressources Humaines. C'est un exercice qui maintenant est assez habituel, il s'agit d'un jeu de chaises musicales : modification du tableau des effectifs du personnel communal.

Des situations à remplacer par la montée en poste. Bien sûr, toute cette gymnastique est présentée aux syndicats en CST qui l'ont acceptée. Ce sont des modifications attendues qu'ils ont approuvées.

Sur ce point, y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté.

M. Sayadi : Excusez-moi, je vote contre.

M. le Maire : Très bien, un vote contre.

Vote de la délibération n° 25 035

Ont voté pour : 39

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme FONTAINE Sabrina, Mme GAULIER Danièle, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 2 (MM. THIAM Moustapha et SAYADI Walid).

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 035 est adoptée à la majorité.

FINANCES

→ PASAM — Pass pour l'Accès Solidaire aux Activités Municipales — 2025/2026

M. le Maire : Nous passons aux finances. Je donne la parole à Madame FRANCISOT, actualisation des tarifs des activités municipales, le PASAM.

Mme Francisot : Bonsoir à tous, bonsoir à toutes, bonsoir Monsieur le Maire, mes chers collègues. Comme chaque nous réactualisons de 2 % les tarifs des activités municipales, c'est le sujet de cette délibération.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des observations, des questions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

Vote de la délibération n° 25 036

Ont voté pour : 41

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 036 est adoptée à l'unanimité.

MARCHÉS PUBLICS

→ Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Choisy-le-Roi et le CCAS portant sur l'achat et la livraison d'équipement de protection individuelle, vêtements et chaussures de travail

M. le Maire : Nous passons au point n° 3, les marchés publics. Amandine, vous gardez la parole. C'est un groupement de commandes pour faire des économies. En deux mots, Amandine ?

Mme Francisot : Groupement de commandes avec le Centre d'action sociale sur l'achat et la livraison d'équipement de protection et autres dans le but d'obtenir de meilleurs prix d'achat.

M. le Maire : Y a-t-il des questionnements sur ce point ? Non, je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n° 25 037

Ont voté pour : 41

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 037 est adoptée à l'unanimité.

→ **Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Choisy-le-Roi et le CCAS portant sur l'achat et la livraison d'équipement de produits et matériel d'entretien, articles de droguerie et arts de la table**

M. le Maire : Maintenant, le point sur une convention constitutive de groupement de commandes. C'est la même chose que précédemment avec le Centre d'action sociale pour le matériel d'entretien.

Pas de questions ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est approuvé à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n° 25 038

Ont voté pour : 41

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRAINE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 038 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Je donne maintenant la parole à Monsieur Id Elouali, pour la... Il n'est pas dans la salle... En attendant son retour, nous allons passer à l'Habitat.

HABITAT

→ **Approbation de l'avenant n° 2 au protocole de relogement des Navigateurs dans le cadre du projet de renouvellement urbain**

M. le Maire : Je donne la parole à Monsieur DRUART, approbation d'un protocole de relogement aux Navigateurs dans le cadre du renouvellement urbain. À vous, Monsieur DRUART.

M. Druart : Merci Monsieur le Maire. Dans le cadre du NPNRU, renouvellement urbain du quartier des Navigateurs, un protocole de relogement avait été signé, il y a déjà quelques années, le 23 août 2018, pour les immeubles Jacques Cartier et Champlain impair, ce qui représentait 190 logements ou familles.

En mars 2022, nous avons eu le démarrage de la deuxième phase pour la démolition de Champlain pair et Cavelier de La Salle. Suite à plusieurs évolutions réglementaires et

opérationnelles, dont la mise en place de la gestion de flux, nous devons établir un nouvel avenant.

Ainsi, ce second avenant au protocole vise à :

- mettre en conformité le protocole de relogement avec les évolutions législatives, comme je viens de le dire, et avec les réévaluations des taux d'engagement des réservataires sur le parc neuf.
- maintenir la gestion en stock pour la première mise en location, dont certains programmes sont en cours de réalisation ;
- mettre à jour l'état des lieux du relogement, ce qui représente 49 ménages à reloger lors de la phase n° 2 expliquée dans le projet d'avenant n° 2 page 8.
- actualiser les livraisons de logements neufs sur la commune, cela concerne précisément 3 programmes de logements sociaux : la résidence remise aux Faisans de 27 logements située sur l'ancien site de l'ADEF, les lots D1 D2 quartier des Navigateurs qui représentent 48 logements, et le lot A1 aux Navigateurs constitué de 22 logements sociaux.
- renforcer la solidarité inter-bailleur et optimiser le parcours résidentiel des ménages.
- intégrer les évolutions du règlement général de l'ANRU depuis le 1^{er} octobre 2023 pour la mobilisation de la subvention de minoration de loyer.
- adapter les modalités pratiques de pilotage et d'animation du suivi du relogement au regard des évolutions de mises à disposition des logements.

Les implications pour la commune de Choisy-le-Roi sont les suivantes : l'exercice de son rôle de référent, du suivi des relogements, le maintien du taux d'engagement de 50 % des logements neufs de son contingent équivalent à 9 nouveaux logements pour les livraisons à venir.

Il est donc proposé au Conseil syndical d'approuver cet avenant.

M. le Maire : Bien, merci Monsieur DRUART. Y a-t-il des questions, des observations sur cet avenant ? Oui, Monsieur AOUMMIS.

M. Aoummis : Monsieur le Maire, juste une question sur les associations mentionnées dans la notice, il y a 6 associations, peut-on avoir le nom de ces associations parce qu'apparemment elles sont très importantes, Monsieur l'Adjoint au logement ?

M. Druart : Je n'ai pas la liste en tête, ayant d'autres sujets, je ne la connais pas par cœur, merci.

M. le Maire : Nous pouvons les communiquer quand même ?

M. Druart : Bien sûr, ultérieurement, mais pas en séance.

M. le Maire : On va évidemment vous les communiquer puisqu'elles existent, ce sont des gens spécialisés.

Y a-t-il d'autres interventions ? Je n'en vois pas. On peut passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci parce qu'il faut absolument agir là-dessus. Merci pour eux.

Vote de la délibération n° 25 039

Ont voté pour : 42

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 039 est adoptée à l'unanimité.

URBANISME

→ Approbation du protocole d'accord de pourparlers entre la commune de Choisy-Le-Roi et la société SYPIM pour la rénovation de la galerie Rouget de Lisle

M. le Maire : On va reprendre le point Urbanisme. Je vais donner la parole à Monsieur Id Elouali pour un protocole d'accord qui entérine des pourparlers entre notre commune et la société SYPIM pour la rénovation de la galerie Rouget de Lisle.

M. Id Elouali : Merci, Monsieur le Maire. Je vous prie de m'excuser pour ce contretemps, j'ai dû aller chercher ma tablette magique que je ne parviens toujours pas à faire fonctionner, mais c'est de ma faute.

Nous sommes face à une délibération d'une grande importance puisqu'il s'agit de la revitalisation de l'ensemble commercial Rouget de l'Isle, puisque, comme vous le savez, la Ville de Choisy-le-Roi a procédé au fil des années et au gré des opportunités à l'acquisition de locaux commerciaux dans la galerie Rouget de Lisle. À ce jour, l'acquisition est à un peu plus de 50 % des tantièmes de la copropriété.

Cependant, la commune de Choisy a été approchée par le Groupe Carrefour et la société SYPIM qui ont manifesté leur intérêt pour prendre part à un projet de requalification de cet ensemble. C'est évidemment une opportunité importante, très intéressante et très attendue par la population.

Les parties se sont donc rapprochées en vue de conclure un protocole d'accord de pourparlers, un protocole qui définit les règles de coopération entre la Ville et les deux autres parties prenantes.

Une première esquisse d'un projet de rénovation correspondant au projet de la Ville a été réalisée.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver le protocole d'accord de pourparlers entre la Ville de Choisy-le-Roi et la société SYPIM en vue, bien sûr, de requalifier ce secteur de la ville, très important vu son emplacement et l'attente que cela suscite auprès de la population. Merci.

M. le Maire : Merci. Ce que j'ajouterai c'est qu'il y a aussi Auchan et bien d'autres... je vous donnerai la parole ensuite M. GUILLAUD-BATAILLE, qui nous ont sollicités pour un intérêt.

Pour l'historique, cela fait suite au premier volet de la loi ANRU qui nous avait permis à l'époque de casser la galerie qui était existante face à celle qui reste là. Cela nous a permis de créer le boulevard Jean Jaurès, de descendre les logements sur le boulevard. Et il était entendu que, sur l'ANRU 2, la galerie qui persiste aujourd'hui devait subir le même sort. Sauf que l'ANRU 2 arrive et la Ville ne s'est plus retrouvée éligible à ce qui avait été prévu curieusement. C'est l'historique si vous voulez.

Donc que ce soit l'ancien maire, l'ancienne majorité et autre, tout le monde a travaillé à chercher des solutions puisque cette galerie ne peut absolument pas rester dans cet état.

Auchan s'est désisté très vite, d'autres promoteurs se sont désistés également.

Puis, Carrefour avec cette société SYPIM, qui est spécialisée dans les centres et autres, nous a proposé un projet extrêmement intéressant avec un Carrefour Market en entrée de galerie, bien sûr par un hyper, avec des magasins bio de qualité, un centre de remise en forme. Donc, après avoir démoli la galerie, ces magasins feront en fait la continuité du boulevard Jean Jaurès, ce qui était prévu à l'origine, et remonteront jusqu'à la place Rouget de Lisle.

Bien sûr, ce projet, lorsqu'il se fera plus mature, sera présenté à l'ensemble des conseillers municipaux. Schématiquement, pour l'instant, c'est cela.

SYPIM, pour aller plus loin, doit engager des frais et ils veulent être assurés que, s'ils trouvent les fonds et que cela va au bout, l'on ne renonce pas à ce projet. C'est le sens. Et surtout après avoir fait tout le boulot, qu'ils ne se fassent pas doubler en dernière minute, et c'est compréhensible. En fait, ils veulent une petite sécurité que leur travail ne tombe pas à l'eau.

Depuis 10 ans, c'est le seul projet où les gens tiennent vraiment à aller au bout. Alors, on ne donne pas un blanc-seing, on n'a rien signé avec eux, nous leur disons juste que si, effectivement, ce qu'ils nous ont dit et proposé se traduit avec des financements trouvés et une faisabilité technique et que cela se fait, ils le feront, c'est ce que cela veut dire, c'est-à-dire que la commune ne dira pas non.

Voilà, si tu peux ajouter...

M. Id Elouali : Non, mais, Monsieur le Maire, c'est exactement cela. Il ne faut pas « se tromper » d'objet de la délibération, il s'agit bien de définir les règles de la coopération entre la Ville d'un côté et la société SYPIM et Carrefour de l'autre côté.

Monsieur le Maire l'a dit, il s'agit dans les premières intentions de requalifier via une offre de restauration, via une offre qualitative et qui apporterait de la diversification de l'offre commerciale sur la ville, et il s'agit bien entendu de services de type récréatif, de type du sport, etc. Mais, encore une fois, nous sommes dans les premières intentions, Monsieur le Maire l'a rappelé, et l'on peut comprendre que la société SYPIM voudrait s'assurer que la Ville ne lui fera pas faux bond.

L'objet est vraiment de définir les règles de coopération.

M. le Maire : Je crois que Monsieur GUILLAUD-BATAILLE a demandé la parole.

M. Guillaud-Bataille : Oui, d'ailleurs il n'y a pas là d'opposition entre nous, c'est un vieux projet, vous l'avez rappelé, quelque chose qui demande du temps. On connaît la complexité en plus domaniale et en général de ce que l'on appelle vulgairement la Dalle de Choisy en général et, là, en l'occurrence la galerie Rouget de Lisle, que peu de monde appelle la galerie Rouget de Lisle d'ailleurs.

Donc, évidemment il ne s'agit pas là de faire des oppositions pour s'opposer parce que je crois que les Choisyennes et les Choisyens ainsi que les très nombreux visiteurs de notre ville qui empruntent sinon ce passage, parce que certains l'évitent, pour relier les différents pôles de transport qui sont de part et d'autre de cet endroit, évidemment pour l'image de notre ville et pour ses habitants, il y a lieu de faire des choses. On avait bien progressé, on avait réussi à faire la place Jean Jaurès et l'on ne peut que tous vouloir aller dans ce sens.

Nos questions sont de savoir et d'être sûrs dans la délibération que vous nous proposez, qu'elle emprunte le chemin qui est le chemin le plus sûr pour nous toutes et tous et pour les Choisyennes et les Choisyens.

Ce qui m'amène à vous poser deux questions. Vous avez expliqué succinctement comment l'on se retrouve avec SYPIM, est-ce que l'on a bien pris garde, parce que j'entends qu'il y a d'autres qui ont abandonné, mais malheureusement la vie est ainsi faite que parfois les gens reculent avant, mais une fois qu'il y a un choix, tout d'un coup, ils sont de nouveau intéressés.

Est-ce qu'il y a une déclaration d'intérêt qui a été lancée auprès de l'ensemble des opérateurs avec la publicité légale qui permet qu'il y ait des candidats avant d'arbitrer, est-ce que cela a été bien calé pour ne pas se retrouver avec des recours qui mettraient tout le monde dans la difficulté ? C'est donc ma première question.

La deuxième est qu'il est question dans le chemin qui est proposé, d'ailleurs vous ne nous avez pas parlé dans la présentation du rôle de l'EPFIF là-dedans, même si je sais que l'EPFIF est un outil. D'ailleurs le choix de l'EPFIF comme outil ne date pas de cette municipalité, mais des municipalités précédentes, ce n'est pas une remarque de cet ordre-là de ma part.

Donc le rôle de l'EPFIF avec notamment le fait que dans le document on nous dit que l'EPFIF est allé au bout de sa capacité à proposer des rachats, donc il y aurait des gens qui souhaiteraient conserver la propriété de leur commerce, et vous parlez de l'expropriation. Là encore, quelle est la voie légale empruntée pour cette expropriation parce que même si parfois, et je connais des maires de toute couleur politique qui se disent à certains moments : « ce serait bien de simplifier quand même ces histoires ».

Voilà. Quelle déclaration d'utilité publique, quel chemin légal pour procéder à ces expropriations ? Combien de commerces sont concernés ? Quelle typologie de ces commerces ? Quand je parle de typologie, je ne parle pas de ce qu'ils font, quand je parle de typologie c'est est-ce que ce sont des commerces familiaux, est-ce que ce sont des commerces, enseignes... etc. Vous voyez ce que je veux vous dire, parce que les démarches ne sont pas tout à fait de même nature suivant les cas.

Ce sont toutes ces questions qu'il nous semble important de vous poser là, étant entendu que le chemin est le chemin de continuité dans l'intérêt des Choisyens.

Donc, il n'y a pas de notre part d'opposition, mais une volonté de pouvoir avancer tous ensemble.

M. le Maire : Ces questions sont bien légitimes, nous nous les sommes posées bien sûr. Cela est une première étape. L'étape qui va suivre c'est que l'on va lancer une DUP pour pouvoir lancer l'expropriation et nous n'avons pas les fonds pour payer l'expropriation, c'est SYPIM qui les a. Donc, leur collaboration est indispensable, d'où ce protocole avec eux puisque s'ils engagent des frais pour expulser, ils ne veulent pas se retrouver après le bec dans l'eau et qu'ils ne fassent pas le projet. En fait, c'est pour les rassurer que l'on n'est pas des danseuses, que l'on ne va pas reculer et que l'on va avancer ensemble là-dessus et avec vous-mêmes.

Je vais leur demander très très rapidement de venir se présenter à vous, ce qu'ils nous ont déjà présenté, l'ébauche de ce qu'ils veulent faire, qu'ils viennent vous le présenter bien sûr avant toute chose et qu'on lance avec votre accord la DUP.

Ensuite les expropriations se feront comme pour la précédente galerie bien naturellement, étant entendu que la Ville, nous avons 50 ou 60 % de propriétés et des murs avec des commerçants qui sont bien avertis et qui ont des baux précaires, donc eux, il faudra qu'ils partent. Les autres seront bien sûr indemnisés et c'est SYPIM qui les indemniserà.

On sait très bien qu'il y aura de la résistance comme à chaque fois dans ce genre de chose, comme cela s'est passé par exemple sur l'ancienne galerie où il y avait un ou deux commerces qui nous avaient créé bien des problèmes et qui nous en créent encore aujourd'hui, je veux parler de Choisy Meubles qui nous ont mis dans une situation, qui occupe des locaux que l'on ne peut même pas récupérer alors qu'ils ne paient plus le loyer, alors ils disent que c'est ceci, c'est cela. Vous voyez jusqu'où cela va et pourtant cela remonte. Il y aura sûrement des gens comme cela qui vont résister ou qui vont chercher à tirer le maximum d'argent de leur fond et qui seront peut-être payés bien au-delà de ce que cela vaut parce qu'ils connaissent la musique et que pour que le projet avance et qu'il se réalise, SYPIM, dans leur possibilité, va payer sûrement au-dessus de la valeur des fonds pour qu'ils puissent partir et se réinstaller ailleurs, ou bien on leur laissera une opportunité d'occuper les commerces qui seront ramenés sur le boulevard. Voilà.

Donc, toutes ces questions que vous avez posées sont majeures et vous serez associés aux réponses et l'on va demander à SYPIM de venir au plus tôt présenter ce projet, la première esquisse très intéressante qu'ils nous ont présentée.

Ce qu'il y a d'intéressant avec eux, c'est que l'on avait reçu d'autres personnes qui proposaient pour équilibrer leur opération de faire du logement, et eux ils sont venus sans proposition de logement. C'est-à-dire que, comme on l'a fait de l'autre côté, cela ne portera que sur les commerces et l'embellissement du boulevard Jean Jaurès qui était prévu au début pour aller finalement jusqu'à la place Rouget de Lisle.

Cela sera fait en toute transparence, rien ne vous sera masqué ou caché et toutes vos questions trouveront réponse. Et surtout, l'on peut vous associer au projet parce que, comme vous l'avez dit, c'est quelque chose qui engage et qui est attendu par toutes les Choisyennes et tous les Choisyens, comme moi je l'attendais comme simple conseiller municipal et que l'on a tous été très content sur la première phase de ce qui s'était fait et l'on demande tous que cette deuxième phase se fasse.

D'ailleurs, je ne vous cache pas que l'on s'est fait un peu piéger lorsque nous sommes arrivés puisque nous avons eu des propositions de personnes qui devaient s'occuper de cette galerie, ce qui fait que nous n'avons pas engagé de frais dans cette galerie, qui est

vraiment affreuse, parce que l'on s'est dit que l'on ne va pas faire des frais alors que cela va être démolì. Puis, finalement, comme vous le dîtes, il faut se méfier, c'est pour cela que l'on a refusé pas mal de candidatures, et celle-ci est la plus sérieuse. SYPIM, ce sont des gens costauds et sérieux avec du financement.

Dans l'attente, nous avons fait une réunion avec les commerçants. On va essayer avant la fin du mandat d'enlever ces vitres cassées et de faire quelques petits investissements pour rendre plus regardable cette galerie. Jusqu'à présent, nous ne l'avons pas fait parce que l'on pensait vraiment que cela allait être démolì dans un temps plus ou moins court.

Comme vous l'avez dit, c'est un temps long. Cela fait 10 ans que cela dure et je pense vraiment tenir le bon bout avec ces gens-là. Mais vous serez associés et bien au contraire parce que l'on ne sera pas de trop à bien regarder ensemble. Dans cette salle, on vous présentera, je vais voir avec eux quand ils peuvent venir vous présenter ce qu'ils ont l'intention de faire.

Oui, Monsieur AOUMMIS.

M. Aoummis : Monsieur le Maire, juste une question. Vous êtes aux prémices, au début d'un processus, avec une déclaration d'intention. Tout le monde est évidemment d'accord ici même et tous les Choisyens, qui ne le seraient pas, sur le fait que cette galerie est un lieu qui est devenu problématique et ce n'est pas qu'une mince expression. C'est vraiment un lieu qui mérite un traitement de fond pour éviter toutes les nuisances effectivement et toutes les peurs générées par rapport à la fréquentation de ce lieu.

J'ai deux questions. La première, en fait cette galerie Rouget de Lisle ce n'est pas que le passage. J'ai fait une petite déambulation récemment et j'ai compté une quarantaine de commerces, c'est un labyrinthe. Donc on a le passage, mais on a également d'autres endroits qui sont aussi malfamés et qui posent problème. Est-ce que le projet dont vous parlez concerne uniquement ce passage principal ou bien il touche à ce labyrinthe dans sa globalité ? Parce que s'il n'y a que le passage, effectivement nous avons un certain nombre de restaurants, entre guillemets, de cafés, entre guillemets, qui ne sont pas forcément dans cet axe et qui, de fait, poseraient problème et généreraient des nuisances en tout cas par rapport au projet que vous présentez.

La deuxième question est par rapport à l'ancienneté de ce lieu, donc forcément qui dit ancienneté dit amiante. Est-ce qu'une étude dans la matière, sur la présence de l'amiante dans ce lieu, est faite, avérée ou à faire ?

La troisième question. Vous n'êtes pas sans savoir que l'incendie de 2018, me semble-t-il, avec le décès du pompier, a généré une certaine instabilité dans ce que l'on appelle la Dalle. Est-ce que cette instabilité est maîtrisée ? Est-ce que la galerie est concernée par cette instabilité ? Est-ce que l'on ne part pas sur un projet important qui va nous débarrasser d'un lieu fréquentable, mais qui ne l'est pas tellement, pour finalement se rendre compte que l'instabilité de la Dalle ferait en sorte que tout cela serait une impasse ? Merci.

M. le Maire : L'instabilité de la Dalle, non, elle est assurée si vous voulez, il n'y a pas de risque et on peut continuer.

Sur l'amiante, on le saura lorsqu'ils vont se rendre propriétaires des murs et qu'il faudra effectivement travailler dessus, et cela fait partie des choses à prendre en compte effectivement. On ne peut pas le savoir tout de suite, probablement que l'on va trouver de l'amiante. On en a trouvé dans les parkings, ils sont en train de rénover les parkings et ils nous ont écrit, ce n'était pas prévu, ils sont tombés sur certains mètres carrés d'amiante. Il est probable que l'on tombe dessus et que le travail sera fait.

Quant à votre début d'intervention, que je partage, oui, il n'y a pas que la galerie, il y a tous les chemins de traverse avec plus ou moins des restaurants, machin, ceci, cela, etc. Ce qui est à noter, malgré tout, c'est que tous les magasins qui sont installés font de bons chiffres d'affaires, vu le loyer que paient certains, ils font du bon chiffre d'affaires, bien sûr. Cela fait partie, lorsque l'on va vous le présenter, des questions que vous pourrez poser ou que l'on posera ensemble aux aménageurs, pourquoi pas, oui, pour essayer d'étendre parce que le projet ne va pas rénover toute la Dalle. En premier lieu ce qui est concerné à 100 % c'est la galerie et, éventuellement, on en avait parlé avec eux, quelques magasins qui se trouvent en traverse.

C'est pour cela que c'est tous ensemble qu'il faudra travailler là-dessus parce qu'encore une fois, ce que vous nous exposez nous y avons réfléchi. Lorsqu'ils seront ici face à vous, vous pourrez les questionner et faire ce type de suggestion, ensemble. On va voir ensemble si l'on peut aller plus loin que ce qui est prévu actuellement. Nous serions déjà ravis que cela saute, que l'on finisse ce boulevard qui n'est fait qu'à moitié et qu'ils rénovent complètement l'axe sur cette avenue.

On ne s'arrête pas là, on va les recevoir, on va questionner, on va coconstruire. Ce qu'ils nous ont présenté nous a emballés, après il y a votre avis, très sincèrement, que vous donnerez, et il peut y avoir des suggestions, voire peut-être des choses qui clochent et que l'on n'aurait pas vues et que vous pourrez nous soulever.

Monsieur GUILLAUD-BATAILLE.

M. Guillaud-Bataille : Je vais être très court. Ces trois questions et trois questions-suggestions, je vais dire, dans le même mouvement. La société SYPIM est effectivement rattachée au Groupe Carrefour, mais en regardant, c'est une société qui a 50 000 € de capital par actions simplifiées. Donc, ils ont certainement une longue pratique, mais c'est quand même une petite société. Est-ce que vous avez envisagé ou est-ce que l'on peut envisager de regarder comment le Groupe Carrefour lui-même est partie prenante de ces pourparlers ? C'est une première question pour se garantir nous parce qu'une société de cette taille-là, ce n'est pas difficile à évacuer, si vous me permettez l'expression, sans vouloir prêter de mauvaises intentions, mais justement pour pouvoir être le plus solide possible dans le projet.

La deuxième, mais qui, pour moi, y est liée, c'est dans les discussions engagées au moment où l'on se parle. Est-ce que SYPIM et le Groupe Carrefour derrière envisagent cette galerie demain comme une galerie qui leur appartient et dont ils sont les gestionnaires ou comme une galerie à revendre par baux parce qu'on n'est pas sur la même nature, y compris d'ailleurs je dirais que cela ne périlite pas à nouveau dans la suite, on sait bien comment cela se passe.

Enfin, cela a été évoqué par Monsieur AOUMMIS, effectivement il n'y a pas que le couloir galerie Rouget de Lisle en tant que tel, il y a les autres commerces. Mais là, on rentre — cela dit, je pense qu'il ne faut pas le méconnaître — on rentre dans le fait que ce n'est pas la même copropriété, sauf si mes informations sont inexactes. Ceux qui sont en bas des tours, les commerces eux relèvent de la copropriété avec les logements, copropriété dont nous avons discuté ici de la difficulté dans laquelle elle se trouve et qui ne s'améliore pas, c'est peu de le dire, pour ne pas dire que l'on est dans une situation très problématique sur cette copropriété. Donc est-ce que, dans la réflexion, pas pour ralentir parce qu'il y a besoin de faire sur la galerie Rouget de Lisle, mais est-ce que, dans la réflexion, il peut y avoir un lien de fait avec l'état déplorable des finances de la copropriété de la Dalle qui est préoccupant et dont je sais que vous avez déjà essayé de faire des démarches et dont la Ville se préoccupe ?

M. le Maire : C'est complètement décorrélé des habitations. D'ailleurs, ce n'est pas le même syndicat qui gère les commerces et l'état effectivement des logements, que nous avons reçu ici puisque nous avons obtenu un plan de sauvegarde qui doit être financé. Donc, les habitants sont conscients de la situation. Ils ont quand même engagé quelques travaux sur la sécurité. Avoir obtenu un plan de sauvegarde c'est qu'il y a un bureau d'étude reconnu nationalement qui les accompagne vers ces travaux. Ce ne sont pas du tout les mêmes discussions et les deux syndicats sont séparés.

Nous, nous avons des quantités dans chaque. Donc, on peut discuter sur les deux, mais c'est complètement décorrélé du sujet de ce soir. D'ailleurs, lorsque je les ai reçus, j'ai été surpris parce que je pensais, moi aussi, que l'on allait discuter logement sur le plan de sauvegarde et des commerces, or il y avait le syndicat et un monsieur qui a levé la main « les commerces c'est moi et je gère moi ». Et j'ai appris que sous ces commerces, il y a des parkings qui avaient pris feu, qui devaient être désamiantés et qui sont fermés depuis 10/12 ans. J'ai demandé pourquoi c'est fermé et ce syndicat est au courant de tout et l'on va travailler avec lui parce que l'on va pouvoir réouvrir ce parking. Pour ceux qui étaient là sous l'ancienne mandature, je ne sais pas, Monsieur AOUMMIS, si vous vous rappelez, sur le parking qui est derrière la poste, qui débouche derrière la poste, mais qui dépend des commerçants et de la Dalle, est fermé et il y a au moins 30 places. Cela, nous allons le travailler pour le réouvrir, ce qui va nous faire des places. Voilà, pour répondre.

Enfin, la question que vous posiez, oui, ils dépendent, ce qui explique leur capital, nous l'avons noté. On peut aussi demander un engagement de couverture par la maison mère Carrefour. On leur a posé la question et, en fait, ils s'appuient là-dessus comme souvent dans ces grands groupes, mais c'est bien de Carrefour dont il s'agit.,

Ali, excuse-moi, vas-y.

M. Id Elouali : Il n'y a pas de souci, c'est juste pour aller dans plus de précisions. 2 ou 3 éléments.

Le premier c'est que SYPIM est une sorte de bras armé qui a pour mission de mener les études, lesquelles études doivent, et c'est écrit en tout cas, au bout de la procédure. Pour revenir à la déclaration d'utilité publique, ils doivent justement atterrir et aboutir sur cette déclaration, c'est le premier point.

Aussi, en lien avec le Groupe Carrefour, l'engagement, et c'est marqué dessus, c'est que SYPIM doit présenter vraiment la proposition du Groupe Carrefour ou équivalent. Ce qui explique, on va dire, le modeste capital que vous avez perçu. En fait, ce n'est pas SYPIM qui va faire, elle va mener les études et va proposer le Groupe Carrefour derrière.

M. le Maire : En fait, ils sont mandatés par Carrefour. Je suis heureux et je pense que cela peut faire un bon cas d'école de coopération ensemble pour l'intérêt général. C'est pour cela que je souhaite vous associer au plus près au devenir de cette galerie et sur ce projet que nous n'espérons plus parce qu'entre les gens qui veulent et ceux qui font réellement, il y a une différence. Donc pas à pas vous serez mis au courant, on va faire une réunion tous ensemble et vous aurez carte blanche pour les propositions et les questions à leur poser.

Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Je n'en vois pas. Si l'on peut procéder au vote, y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Des abstentions ? Il n'y en a pas. C'est voté à l'unanimité, merci beaucoup, et je vous dis à très bientôt sur ce sujet.

Vote de la délibération n° 25 040

Ont voté pour : 42

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 040 est adoptée à l'unanimité.

HABITAT (suite)

→ **Garantie de transfert de prêts contractés par BATIGERE HABITAT au profit de LIVIE auprès de la Caisse des dépôts et consignations destinés au financement de 66 logements locatifs, 11 place Lucie Aubrac**

M. le Maire : Le point suivant, on revient sur une garantie de transfert. Allez, Monsieur DRUART, vous étiez impatient.

M. Druart : Oui, j'étais impatient. C'est la garantie de transfert de prêts contractés par BATIGERE HABITAT au profit de LIVIE auprès de la Caisse des dépôts et consignations destinés au financement de 66 logements locatifs intermédiaires situés au 11 place Lucie Aubrac à Choisy-le-Roi. Voilà pour le titre.

Pour rappel, nous avons sur le secteur de cette place 173 logements locatifs intermédiaires, dont 66 logements de BATIGERE HABITAT.

Pour rappel, les logements intermédiaires bénéficient de loyer plafonné inférieur au prix du marché et sont dédiés aux ménages qui ne sont pas éligibles au parc social.

Le 25 septembre 2019, le Conseil avait accordé une garantie d'emprunt. En 2018, BATIGERE crée la société anonyme LIVIE. En 2023, BATIGERE informe du transfert de ces 66 logements qu'il gère à la société LIVIE.

Donc les prêts qui sont transférés, il y en a 2. Un de 5 101 154 € sur 35 ans, et un autre de 4 151 971 € sur 50 ans.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal d'accepter le transfert de sa garantie, initialement octroyé à BATIGERE HABITAT à hauteur de 100 %, le remboursement des prêts d'un montant initial de 9 253 485 € consenti par la Caisse des dépôts et consignations.

Voilà. Merci.

M. le Maire : Merci Monsieur DRUART. Y a-t-il des questions ? Oui, Monsieur GUILLAUD-BATAILLE.

M. Guillaud-Bataille : Une question avant de pouvoir se prononcer. Est-ce que l'on peut nous faire un descriptif de cette société LIVIE, à la fois son objet social et sa structure ?

M. le Maire : Un descriptif, si vous voulez.

M. Druart : En fait, c'est toujours un bailleur social, mais c'est un détachement d'un morceau de la société BATIGERE, pour résumer. Je n'ai pas le capital ni ses éléments financiers.

M. le Maire : En fait, là-dessus, ce qui nous interpelle, c'est l'affaire de BATIGERE. Nous, c'est pour honorer l'engagement de la Ville. Il s'agit de logements sociaux intermédiaires et, dans la cohérence puisque nous avons apporté notre garantie financière à l'époque à BATIGER, c'est une filiale qu'ils ont créée, cela arrive souvent, et l'on ne voit pas comment on peut ne pas transférer cette garantie. Votre interrogation oui, j'ai la même, Monsieur GUILLAUD-BATAILLE, mais là on est un peu mis au pied du mur. Il y a ces logements sociaux, il y avait une garantie financière accordée par la Ville. Ils sont dans la légalité, je parle sous le contrôle de notre responsable juridique, ils sont dans la légalité de faire cela. Et nous, dans notre cohérence, on ne peut pas faire autrement que transférer cette garantie financière pour ne pas faire tombe... Oui, je comprends bien sûr votre question.

M. Druart : Je peux reprendre la parole ?

M. le Maire : Oui

M. Druart : Comme cela est expliqué sur la note, en fait la société LIVIE va regrouper tout ce qui est logement intermédiaire, ce qui représente quand même un volume très conséquent, et BATIGERE conserve la partie logements sociaux.

M. le Maire : C'est cela, ils se partagent le travail. Un reprend tout ce qui est intermédiaire, l'autre... voilà.

Vous avez redemandé la parole, Monsieur GUILLAUD-BATAILLE ? Oui, allez-y.

M. Guillaud-Bataille : Oui, je vous remercie parce qu'effectivement on a une question. Évidemment, il n'est pas question de retirer notre soutien à un programme qui a été financé et nous sommes effectivement mis au pied du mur, Monsieur le Maire.

Pour autant, je dois vous avouer que, pour notre part, nous commençons à avoir de sérieux doutes sur la politique de BATIGERE en général, mais cela ne concerne pas Choisy, mais à Choisy en particulier. Y compris ce geste qui est d'exclure de leur maison mère, on va dire, tout ce qui est logements intermédiaires qui est malheureusement, je dirais, la conclusion qu'un certain nombre avait dénoncé au moment de la création de cette catégorie du fait que ces soi-disant logements intermédiaires allaient se retrouver tellement proches des prix pratiqués dans le privé, les F3/F4 sont à 1 200 dans l'espace où l'on se parle, donc oui c'est un peu moins cher, mais pas de manière délirante. Ce qui fait que, malheureusement, dans beaucoup de villes, on a du mal à les attribuer ou à trouver des locataires dans ces logements intermédiaires. Ce n'est pas Choisy, c'est dans toutes les villes.

Pour ne pas citer quelqu'un de ma famille politique, je me rappelle du maire de Blanc-Mesnil, Monsieur MEIGNIEN, qui piquait une colère en Conseil régional parce qu'on lui avait dit : « construit du logement intermédiaire, construit du logement intermédiaire » et au final, il

avait 50 % de ces logements pour lesquels il ne pouvait pas attribuer ou il ne trouvait pas de locataires intéressés pour une raison bien simple, c'est que quand on a 1 200/1 300 € de loyer, entre cela et un prêt à la banque de 350 000 que l'on va rembourser sur 25 ans à 1 400 €, ceux qui en tout cas peuvent se poser la question, ils se la posent pas très longtemps. En fait, entre rembourser un prêt à la banque pour devenir propriétaire et payer un loyer de 100 € de moins, c'est la réalité de la vie, je ne suis pas en train de tirer des plans sur la comète.

Donc, il y a une question sur ces logements intermédiaires. Théoriquement, on nous avait présenté cela comme une facilité pour garder des gens solvables dans la dynamique du logement social, ce n'est pas ce qui s'est passé au final. C'est d'ailleurs le contrecoup d'une chasse qui a été faite à toutes les classes moyennes qui occupaient des logements sociaux en leur mettant des surloyers de plus en plus prohibitifs qui fait qu'après on dit : « oui, mais cela s'est appauvri, cela s'est ghettoïisé dans les cités ». Forcément, depuis les années 2000, on a fait partir tous les gens solvables, tous les gens qui travaillent en leur appliquant des surloyers de plus en plus importants.

Le nombre de témoignages qui disent qu'un des problèmes que l'on a dans le logement social c'est qu'au début des années 90 à l'heure de partir au boulot, l'ascenseur était plein, et depuis 2005/2010 à l'heure de partir au boulot, il n'y a plus personne dans l'ascenseur parce qu'effectivement tous ceux qui avaient un travail ont été amenés à quitter le logement social, notamment à cause de cette dynamique de surloyer.

Donc, c'est tout cela qui est à l'œuvre et c'est ce qui fait que nous avons un doute sur cette opération, dont nous ne pouvons rien faire d'autre que, nous, honorer les engagements puisque quelque part nous sommes la continuité de l'état, si vous me permettez l'expression, et de l'engagement de l'état. On a une difficulté.

Par ailleurs, BATIGERE, sur notre ville, qui ne cesse d'envoyer à l'ensemble de ses locataires des lettres leur proposant d'acheter le logement social dans lequel ils résident, il y a encore quelques semaines, par exemple dans le quartier Chantereine. Là aussi, on a une question sur la volonté de BATIGERE de continuer d'être un bailleur social qui propose la solution du logement public à ceux qui en ont besoin et qui devraient y avoir accès.

Tout cela vraiment nous pose les questions sur la politique poursuivie par BATIGERE et, pour un bout, nous amène à poser des questions à la municipalité sur son action pour empêcher la vente à la découpe et la mise en difficulté du logement social sur notre ville.

M. le Maire : Il y a une partie de votre analyse que je peux partager, Monsieur GUILLAUD-BATAILLE. Effectivement, je me pose également beaucoup de questions sur la politique du logement d'une manière générale en France.

Mais tout ce qui peut aller dans le sens de permettre à des personnes de devenir propriétaires, moi, je serai toujours pour. Derrière cela, il faut créer les conditions qui leur permettent réellement par rapport à leur salaire de le devenir et que cela amène un plus dans leur vie, parce que je reste persuadé qu'il faut absolument éviter que des personnes, et j'en reçois suffisamment le samedi matin, qui se retrouvent à la retraite avec des salaires avec -30 % et parfois moins, se retrouvent avec un loyer à payer qu'ils ne peuvent pas. J'ai déjà exprimé ici mon opinion.

Sur le logement intermédiaire, je peux partager ce que vous dites parce que l'argument de la mixité sociale, la mixité sociale on est ensemble, on l'a fait dans la ville. Et ce n'est pas parce que dans un immeuble pourvu qu'il soit conçu à taille humaine et attractif pour ses habitants,

s'il n'y a que du social, que cela va être du n'importe quoi. J'ai toujours effectivement douté et lutté contre cela.

Après, la Ville, je dirais, ce qu'elle peut faire, c'est malheureusement pas grand-chose. Je suis en désaccord certaines fois sur ce qui se passe chez VALOPHIS bien que, par rapport à BATIGERE ou les autres bailleurs sociaux, ils ont 65 % de notre parc pour la ville.

En revanche, je montre en exemple, comme je l'ai fait hier soir au Lugo où il y a eu une réunion concernant La Sablière, le gourbi, cette honte qui est là-bas, je montre souvent en exemple les rénovations que font VALOPHIS, etc. D'après ce que je connais des bailleurs sociaux, même si VALOPHIS n'est pas parfait, je pense que c'est celui qui s'occupe le mieux de ses locataires, et l'on peut se poser des questions sur les autres bailleurs sociaux.

Par contre, tous les bailleurs sociaux sont à l'agonie, ce qui explique qu'ici et là, dans différentes villes, vous avez dans certaines villes, et c'était venu au Territoire, où des bailleurs sociaux ont fusionné, d'autres qui divisent leur activité comme on le voit ce soir pour faire face à des difficultés qui sont réelles, mais aussi parce que des choses qui sont réclamées, comme la TVA à 5 % sur le logement social, l'État s'y refuse. Il y a beaucoup beaucoup de choses à faire et sur l'accession sociale à la propriété et sur, effectivement, les locataires.

Nous essayons de faire pression sur les politiques pour que ce problème du logement en France soit une vraie priorité nationale puisque l'on peut tous constater que, malgré les annonces, ce n'est pas vrai, ce n'est pas une priorité nationale.

Maintenant, comme vous l'avez dit, on est mis au pied du mur avec cela et ce sont les locataires intermédiaires ou pas qui risquent après, on est obligés de suivre, mais d'être attentifs à leur politique et de voir quel bailleur social va travailler avec la Ville, je vous rejoins là-dessus, bien sûr.

Là, nous avons entamé un bras de fer avec La Sablière qui va accepter de reconstruire. On a rencontré l'association hier soir. Par contre, ils ne sont pas exempts d'absurdité. J'ai tenu à les rencontrer, je suis passé devant et je vois que l'on change les fenêtres alors qu'ils s'étaient engagés à démolir, à faire une opération à tiroir et qu'ils faisaient du neuf. Donc je me suis dit : est-ce qu'ils renoncent à leur engagement ? Donc j'ai vu Monsieur MORO de l'association des locataires et qui, justement, voulait me voir pour cela. Eux-mêmes m'ont dit : pourquoi dépenser de l'argent sur des fenêtres puisque cela va être démolie pour une première partie dans deux ans ? Ils m'apprennent aussi qu'ils vont mettre de la VMC partout dans des logements qui vont être détruits. En revanche, les chauffe-eau qui sont en panne, il y avait des locataires sans eau chaude depuis un moins, là, ils ne les changent pas, c'est absurde. Ils m'ont dit que dans le petit bâtiment qui doit être démolie, il y a 10 logements vides et bien ils vont aussi y mettre la VMC. On est chez les fous parce que l'argent qui est dégagé pour faire telle chose doit être dépensé pour faire... Enfin, il n'y a personne qui réfléchit que c'est un logement vide et qu'en plus il doit être détruit dans deux ans ?

Nous allons donc reconvoquer, cela c'est juste pour vous illustrer les dialogues que l'on a avec les bailleurs sociaux. OK, ils n'ont plus de sous, mais parfois on se demande comment ils gèrent leurs sous. Alors que les habitants n'ont pas demandé à changer leurs fenêtres, ils attendent avec impatience cette démolition. Surtout que l'on change les chauffe-eau qui sont en panne. Sur les fenêtres, ils demandent un bandeau, comme cela s'est fait dans d'autres résidences, pour éviter l'entrée de l'air frais et pour isoler c'est suffisant. Monsieur MORO a consulté des spécialistes techniques, on leur propose de faire des économies et ils s'entêtent à vouloir changer les fenêtres. On est chez les fous !

On accompagne bien sûr les locataires, on accompagne l'association, on va convoquer.

Donc, ce que fait la Ville, c'est d'essayer d'appuyer les locataires, d'appuyer ces personnes et de se battre avec les bailleurs sociaux qui ne font pas leurs devoirs.

Monsieur AOUMMIS.

M. Aoummis : Très rapidement, Monsieur le Maire, c'est juste pour élargir un petit peu le spectre parce qu'on est en train de parler de BATIGERE. De toute manière, les questions de logements sociaux de type PLAI, il y en a de moins en moins, en tout cas sur notre ville, ce qui se fait le plus ce sont les logements de type PLUS justement. Ce qui nous est présenté c'est de la cuisine interne de BATIGERE, mais qui n'est pas innocente. On voit bien qu'il y a une dissociation.

Élargir le spectre, c'est dire aussi que l'on va voter, on est au pied du mur, c'est une expression que vous avez utilisée. En même temps, BATIGERE, en tant que bailleur social, en tout cas n'est pas souvent dans la réactivité dans l'écoute des habitants et surtout des amicales des locataires. Il y a dans un certain nombre de quartiers, Monsieur l'Adjoint, votre adjoint, en sait certainement plus long que moi, des situations très compliquées, très complexes. Est-ce qu'il n'y a pas un moyen, à un moment donné, dans le cadre des discussions que vous avez avec les bailleurs de poser ces questions qui relèvent quand même de la dignité humaine parce que, franchement, c'est souvent le cas. Quand on a des logements avec des rats, quand on a des logements qui ne correspondent pas aux normes, quand on a des habitants qui appellent et qui n'ont pas de réponse, lorsque l'on a des amicales de locataires qui montent au créneau et qui sont d'un revers de la main renvoyées aux calendes grecques.

On est en train de voter positivement a priori, mais quid de la partie qui incombe à ce bailleur social ? Merci.

M. le Maire : Pour vous répondre très concrètement, Monsieur AOUMMIS, bien sûr que la mairie fait pression et même des fois plus que pression sur les bailleurs. Nous l'avons fait à la résidence Des Folies avec trois réunions sur place et à la salle Jean-Baptiste Clément avec eux. D'ailleurs, ils étaient représentés entre eux comme cela, vous voyez, pour vous dire, je leur ai conseillé d'adhérer à CNL, qui ne sont pas toujours gentils avec nous. Je leur ai dit que s'ils ne sont pas représentés par une association avec des conseils juridiques, ils ne s'en sortiront pas. On a fait trois réunions et, très concrètement, ils ont obtenu des choses, des choses qu'ils réclamaient depuis des années. Donc, ils ont commencé là-bas, le responsable de l'association avec qui nous avons eu trois réunions très productives et qui a reconnu que des choses ont avancé. Donc, on est contents de cela.

Quand on fait pression, on parvient quand même à voir des avancées. Après, on n'est pas les patrons de ces bailleurs sociaux et autres et, à la limite, ils peuvent faire ce qu'ils veulent, mais c'est vrai que quand la municipalité appuie, fait pression ou même menace, ils bougent.

Donc là, ils ont bougé. Au gourbi dont a parlé tout à l'heure au Lugo, malgré tout ils ont bougé parce qu'ils ont réparé des choses qu'ils attendaient depuis longtemps. Aux Hauts de Borne, cela a bougé, mais maintenant c'est de nouveau le cirque et l'on va de nouveau reconvoquer CDC HABITAT pour de nouveau faire pression parce qu'il y a un mécontentement des locataires et même des propriétaires puisque là-bas, Monsieur CHALBI en sait quelque chose, il est urgent qu'on les voie et que l'on fasse pression sur eux.

À chaque fois que l'on fait pression sur eux, il y a une avancée. Mais l'on ne peut pas passer tout notre temps à être sur leur dos. Dès que l'on tourne un petit peu le dos, ils reprennent

leurs mauvaises habitudes, les habitants nous rappellent de nouveau, donc on recommence. Cela n'est pas une situation normale, ils doivent faire face à leurs responsabilités.

On vous suit, on est dans ce sens-là et l'on arrive à obtenir des résultats.

Oui, Monsieur CHALBI vous voulez intervenir ?

M. Chalbi : Je voulais juste abonder. Effectivement, là c'est BATIGERE, mais CDC HABITAT dans le même genre est aussi pas mal.

Sachant qu'il y a une résidence à la Folie et aux Hauts de Borne CDC HABITAT, mais CDC HABITAT aussi il y a une filiale, ils ont aussi du logement intermédiaire, à Briand Pelloutier, et eux aussi sont en procès, c'est en train de bouger au niveau de la presse parce qu'eux aussi cela fait deux ans qu'ils n'ont pas de chauffage, deux ans qu'ils n'ont pas d'eau chaude, etc. Ils paient des loyers démentiels quasiment au prix du privé sur certains secteurs du quartier.

Voilà, et c'est censé être de l'intermédiaire via ACTION LOGEMENT. Quand on regarde la ramification, c'est CDC HABITAT qui est derrière. Donc, effectivement, il n'y a pas que dans le social, il y a aussi dans le fameux intermédiaire dont on parlait, il y a aussi ces problématiques de gens qui sont confrontés aux mêmes soucis, de recevoir un logement neuf aux dernières normes, mais il n'y a rien qui va, pas de chauffage, pas d'eau chaude.

M. le Maire : C'est un constat que nous faisons tous et, à notre niveau, nous faisons le maximum pour leur mettre la pression. Même dans le privé, les bailleurs sociaux dans le privé, c'est pareil. Mais là, on intervient en priorité sur les bailleurs sociaux et les locataires, etc.

Je pense que là-dessus on peut avoir un consensus. On peut vous donner tous les éléments, tout ce que l'on a fait, toutes les réunions que l'on a faites avec les locataires et, heureusement, d'après les locataires eux-mêmes, comme ils me l'ont dit hier soir, cela a quand même bougé un peu, ils ont obtenu des choses. Mais on n'est pas au bout des peines et l'on est encore loin du compte. Je vous ai cité qu'ils veulent changer des fenêtres alors que les locataires attendent le changement des chauffe-eau. Je leur ai promis que l'on va de nouveau convoquer le bailleur social, on va en remettre une couche et essayer de les raisonner. Mais quel est l'intérêt de changer des fenêtres dans des logements inoccupés et qui resteront inoccupés parce qu'ils doivent être démolis, cela je ne comprends pas, et les locataires ne comprennent pas. Donc quand on augmente leurs charges et qu'à côté ils voient qu'il y a une gabegie, on change des fenêtres qui ne doivent pas être changées et qu'ils n'ont pas demandé, même ceux qui y habitent, donc on change les fenêtres, il y a de quoi se poser des questions.

Est-ce qu'il y a d'autres interventions, sinon on peut procéder au vote ? Y a-t-il des questions encore ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci, de toute façon nous n'avions pas le choix.

Vote de la délibération n° 25 041

Ont voté pour : 42

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice,

Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 041 est adoptée à l'unanimité.

DGST

→ Tarification du stationnement payant en parkings couverts à compter du 15 mai 2025.

M. le Maire : Je redonne la parole à Madame FRANCISOT qui va nous parler de la tarification du stationnement parkings.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Il s'agit simplement de réactualiser la grille tarifaire des parkings, de la simplifier également.

On parle bien des tarifs des abonnements, le tarif à l'heure ne bouge pas. Le tarif des abonnements évolue, je dirai, comme presque tout dans la ville, cela fait longtemps qu'il n'a pas évolué. Nous décidons de le faire évoluer de 2 %.

Donc la différence, il y a des arrondis dessus, par exemple pour un abonnement mensuel pour un Choisyen passe de 55 à 56 €.

Par contre, il a été décidé de favoriser les Choisyens par rapport aux non Choisyens, parce qu'aujourd'hui un Choisyen paie 55 € et un non Choisyen 56 €. Il a donc été décidé d'augmenter ce tarif pour les non Choisyens de 10 %, en plus des 2 %.

Après, une petite remise a été faite sur les tarifs annuels, au lieu par exemple pour un particulier Choisyen d'avoir un abonnement annuel à 675 € à peu près, cela fera 650 € au lieu de 675 €.

Voilà, simplement une actualisation qui devrait désormais se faire annuellement de 2 % comme pour tous les services payants de la Ville.

M. le Maire : Merci Madame FRANCISOT. On est dans la tenue des engagements que nous avons pris que, malgré la DST, il n'y aura pas d'embellie des prix, bien au contraire.

Je vais vous donner la parole s'il y a des interventions sur ce sujet. Non. Nous allons passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? Non plus. C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

Vote de la délibération n° 25 042

Ont voté pour : 42

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 042 est adoptée à l'unanimité.

→ **Dénomination de 2 nouvelles voies — Quartier sud**

M. le Maire : Maintenant, nous avons à nous déterminer sur la dénomination de 2 nouvelles voies dans le renouvellement du quartier sud.

Il s'agit d'une voie qui est située à l'ouest, dans l'axe de la rue George Sand, nous avons proposé qu'elle s'appelle « rue Germaine Tillon ».

Nous avons aussi la rue qui va longer la nouvelle crèche et nous avons proposé qu'elle s'appelle « rue des Petits Pas ».

Et cela ne vous ait pas dit ce soir, mais nous avons prévu, sauf si des personnes étaient contre, de dénommer cette crèche « la crèche Joséphine Baker », dont chacun, je pense, connaît l'histoire ô combien exemplaire, surtout vis-à-vis des enfants.

Si vous avez des interventions ou s'il n'y en a pas, nous procédons au vote. Il y a une intervention de M. GUILLAUD-BATAILLE.

M. Guillaud-Bataille : Je me félicite toujours quand on féminise l'espace public, quand on sait le déficit de noms de femmes dans les rues et dans les bâtiments, donc évidemment nous nous rejoignons.

Mais cette rue « des Petits Pas » pourquoi ne pas l'avoir appelée « rue Joséphine Baker » elle-même ? Est-ce que c'est parce que c'est déjà un lieu-dit puisque c'est déjà comme cela qu'on l'appelle dans le quartier, cela peut arriver et il faut donc respecter la façon dont les gens appellent les endroits ? C'était juste une question, pas une opposition, mais pour améliorer si cela est possible.

M. le Maire : J'aurais souhaité que Joséphine Baker porte le nom d'une très grande rue. Il nous a semblé que c'était un peu réducteur vis-à-vis de ce qu'elle représente. Effectivement, c'est une petite voie, donc on a mis une petite touche de romantisme « rue des Petits Pas ».

Je pense que c'est plus valorisant d'appeler la crèche « Joséphine Baker » que la petite voie.

J'aurais souhaité lui rendre un plus grand hommage, l'histoire de cette femme et tout le bien qu'elle a pu faire autour d'elle et les attaques dont elle a été victime à une époque, dont j'aurais voulu dire révolue, mais qui, malheureusement, on en a assez parlé, aujourd'hui encore on en porte les stigmates, suivez mon regard.

Oui, Monsieur AOUMMIS.

M. Aoummis : Je ne peux que rejoindre l'intervention de mon ami GUILLAUD-BATAILLE sur le fait qu'effectivement d'avoir donné un nom de femme, c'est quelque chose de très appréciable. D'autant plus que le personnage, évidemment, Panthéon, très grande anthropologue. C'est en tout cas un hommage rendu aux femmes de manière générale à travers cette appellation.

M. le Maire : Bien, merci à vous de ces hommages que vous leur rendez. Je pense que c'est mérité et l'on est honorés d'avoir des rues et des structures qui portent le nom de personnes emblématiques et exemplaires, et de plus, oui ce sont des femmes. Vous avez remarqué qu'à côté, il y a aussi des noms de femmes. Sabrina est très contente, très bien.

Je rejoins, j'aurais aimé une avenue Joséphine Baker, mais entre une petite voie et une crèche de 80 berceaux, je pense que c'est plus valorisant.

S'il n'y a pas d'autres interventions, nous mettons aux voix. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 25 043

Ont voté pour : 42

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 043 est adoptée à l'unanimité.

CENTRES SOCIAUX

→ Approbation du nouveau projet social de l'Espace Mouloudji

M. le Maire : Le point suivant, il y a donc un nouveau projet social de l'Espace Mouloudji avec la CAF. Monsieur SAYADI nous présente ce projet.

M. Sayadi : Bonjour à tous. Ce soir, nous vous présentons le renouvellement du projet social de l'Espace Mouloudji qui a été travaillé tout au long de l'année 2024 avec les habitants, les partenaires institutionnels et associatifs, ainsi que les services municipaux.

Cette concertation a été réfléchiée par la CAF en exigence relative au fonctionnement des centres sociaux.

Ce travail collectif a permis de définir un nouveau projet social pour la période de 2025 à 2028 structuré autour de 5 axes. Nous allons voir ensemble ces 5 axes :

- Axe 1 est de renforcer la cohésion sociale et d'améliorer la qualité de vie.
- Axe 2, assurer la pérennité des activités et des permanences d'accès aux droits.
- Axe 3, accueillir et valoriser l'implication des jeunes questionneurs, l'implication intergénérationnelle.
- Axe 4, renforcer les capacités d'agir des habitants.
- Axe 5, projet de famille, accompagnement à la parentalité.

Le projet a été validé par la Commission d'accès social de la CAF en date du 20 mars 2025, ce qui nous permet d'avoir une subvention de leur part.

Il vous est donc proposé d'approuver ce nouveau projet du centre social Mouloudji ainsi que la convention d'objectifs et de financement associant la commune et la CAF. Merci bien.

M. le Maire : Merci Monsieur SAYADI. En fait, c'est une continuité avec une évolution de notre politique sociale ô combien nécessaire et avec des axes forts qui vous ont été énoncés.

Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. On peut procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non plus. Abstentions ? Non plus. C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 25 044

Ont voté pour : 42

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 044 est adoptée à l'unanimité.

DIRECTION NUMÉRIQUE ET DES RÉSEAUX

→ **Approbation d'une convention avec la Métropole du Grand Paris (MGP) concernant un dispositif numérique basé sur l'Intelligence Artificielle (IA) permettant le suivi et l'analyse des aires de livraison**

M. le Maire : Je donne la parole à Monsieur CHALBI. On va parler numérique avec une convention que nous avons menée avec la Métropole du Grand Paris.

M. Chalbi : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à tous. L'objet de cette délibération est d'approuver une convention avec la Métropole du Grand Paris concernant un dispositif numérique basé sur l'Intelligence Artificielle permettant le suivi et l'analyse des aires de livraison.

En effet, la commune de Choisy-le-Roi a été retenue parmi 11 communes par la Métropole du Grand Paris pour participer à une expérimentation innovante visant à améliorer la gestion des aires de livraison.

Cette démarche, portée par la Métropole, a pour objectif de réduire la congestion urbaine, limiter les nuisances liées aux produits des livraisons et apaiser l'espace public. Elle repose sur le déploiement d'une solution numérique utilisant l'Intelligence Artificielle pour suivre et analyser l'usage des aires de livraison.

Dans ce contexte, la Métropole a souhaité mener une expérimentation consistant à déployer sur plusieurs communes un dispositif numérique basé sur des briques d'Intelligence Artificielle permettant de collecter et de gérer des données relatives à l'usage des aires de livraison et d'en optimiser l'utilisation.

Ce projet expérimental vise un passage à l'échelle d'une solution technologique testée localement avec succès dans le cadre du programme « Innover dans la ville ». Cette logique de passage à l'échelle est un enjeu majeur pour la Métropole et l'un de ses objectifs clés pour sa stratégie en matière d'innovation.

Ainsi, la Métropole du Grand Paris a lancé un appel à candidatures aux communes par délibération du Conseil métropolitain en date du 11 octobre 2024 pour participer à ce projet de déploiement expérimental d'une solution de suivi et d'analyse de l'usage des aires de livraison.

La commune de Choisy-le-Roi s'est portée candidate pour participer à ce projet et a été retenue par la délibération du Bureau de la Métropole du 4 février 2025.

La délibération, soumise à votre approbation, a pour objet d'approuver la convention d'expérimentation pour laquelle la commune s'est portée candidate.

La convention prévoit que l'expérimentation s'étendra sur 18 mois à compter de juin 2025. Elle permettra notamment :

- D'identifier les pratiques actuelles, telles que la durée de stationnement, le type de véhicule, le taux de rotation et le mésusage.
- De proposer des améliorations concrètes : nouvelle répartition des aires, ajustement de la réglementation et contrôle renforcé.
- D'alimenter un Observatoire métropolitain des usages de la logistique urbaine.

La Métropole finance le dispositif et désigne un prestataire chargé de sa mise en œuvre.

Dans le cadre de la présente convention, la commune s'engage à :

- Désigner en interne un référent projet pour suivre la démarche et faire le lien avec les services concernés.
- Participer aux réunions du Comité opérationnel et toutes autres réunions nécessaires au déploiement et au suivi de l'expérimentation.
- Participer à la formation sur l'Intelligence Artificielle délivrée par la Métropole.
- Valider le rapport d'état des lieux préalable, fourni par le prestataire, qui précisera notamment le nombre, la localisation et la dimension des aires de livraison au sein du périmètre d'expérimentation, le nombre de capteurs nécessaires et leur plan de déploiement, la réglementation marchandise mise en place, l'authentification des données disponibles de la commune et leur intégration.
- Mettre à disposition les ressources humaines adéquates au sein des services concernés, tels que la voirie, les espaces publics, le commerce, le développement économique, le système d'information et la police municipale afin de permettre le bon déploiement du dispositif.
- Mettre en œuvre les mesures permettant la mise en place au maximum fin novembre 2025.
- Mettre à disposition du prestataire toutes les données de voirie, les données réglementaires et autres informations nécessaires au bon déroulement de la prestation.
- À faciliter l'intervention du prestataire pour installer le dispositif sur l'espace public, le cas échéant, et l'informer en cas de constatations de dégradation ou de dysfonctionnement des capteurs.
- Mettre en œuvre tout ou partie des préconisations d'optimisation de l'usage des aires de livraison proposées par le prestataire à l'issue de la phase de diagnostic, telles que la création d'aires de livraison supplémentaires, le redimensionnement de certaines aires de livraison et un contrôle accru.
- Communiquer auprès des commerçants et des riverains afin de les sensibiliser aux enjeux de l'expérimentation.
- Informer la Métropole du Grand Paris de tout évènement qui pourrait impacter le bon déroulement du projet.
- Faire figurer de manière visible la Métropole du Grand Paris dans toute communication de la commune autour de la mise en œuvre de cette expérimentation, notamment dans les supports municipaux et lors de la prise de parole des élus.

Cette expérimentation est une opportunité pour Choisy-le-Roi de s'inscrire dans une démarche innovante, durable et collaborative à l'échelle métropolitaine.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la convention d'engagement au titre de l'expérimentation « suivi des usages des aires de livraison » à conclure avec la Métropole du Grand Paris, et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à la signer.

Juste un petit aparté, les communes partenaires sur toute la Métropole du Grand Paris, on est 11 communes à avoir été « reçues » dans le cadre de ce dispositif, à savoir : Aubervilliers, Bagnole, Bourg-la-Reine, Colombes, le Pré Saint-Gervais, Pantin, Rueil-Malmaison, Sceaux, Vitry-sur-Seine et Choisy-le-Roi.

Dans le cadre de ce dispositif, la Ville de Choisy-le-Roi s'engage aussi à travailler de manière concertée avec les services de la ville de Vitry-sur-Seine, notamment sur les zones de chalandise qui se superposent en limite de ville. Un travail concerté va être mené et c'est cet engagement-là qui a boosté nos deux villes, dire que deux villes s'engagent à travailler ensemble sur ce projet.

M. le Maire : Très bien, merci, Monsieur CHALBI. Un bel exemple de coopération, gagnant-gagnant.

Y a-t-il des questions, des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas, c'est quelque chose de très... Oui, Madame BENKHALA.

Mme Benkhala : Je n'ai pas de remarques particulières, c'est toujours très clair et précis ce que Yacin présente généralement au Conseil municipal.

Je me permets, si vous voulez bien, Monsieur le Maire, d'intervenir sur la délibération précédente qui concernait justement la présentation du centre social. Cela est allé vite, je pensais qu'il y avait des prises de parole et je me suis laissée prise un petit peu par le fait qu'il n'y a pas eu de questions.

Ce projet a été présenté en Bureau municipal avec les services, notamment la sous-direction de Walid SAYADI évidemment et de Sophie MINE. Il y a eu lors de ce Bureau municipal pas mal de questions, de demandes précises sur les activités qui avaient pu être mises en place.

On entend souvent dans ce Conseil municipal l'absence d'associations sur certains événements parce que l'on a envie de mettre en avant le côté très social des associations et je me dis « mince, aujourd'hui on présente un centre social qui a évolué dans ses fonctions, dans ce qu'il peut proposer, dans le partenariat qu'il a construit avec les associations, les nouvelles activités qui sont mises en place, et pas de question ». C'était juste pour soulever cette interrogation. Merci.

M. le Maire : Très bien. Juste un petit mot là-dessus, les associations participent, il y en a à Mouloudji.

Mme Benkhala : Justement, généralement dans ce Conseil, on interpelle de manière négative sur l'absence des associations. Et là, je me dis que le sujet est approprié parce qu'on dit voilà, aujourd'hui c'est vrai que la société est marquée par une pauvreté de plus en plus importante, un isolement, etc., et justement le projet centre social Mouloudji prend en compte tous ces aspects sociaux très importants, et je suis juste étonnée que cela n'ait suscité aucune question.

M. le Maire : Parce qu'ils voient bien le travail qui est fait. Le sujet était clos, mais je veux bien redonner la parole. Mais juste pour dire qu'après on est aussi contraint par un cadre, puisque c'est aussi subventionné par la CAF et qu'ils nous donnent un cadre. Quelquefois, il y a des associations qui ne comprennent pas ce cadre. Nous sommes obligés de l'appliquer, sinon il y a des contrôles et l'on perd nos subventions. Mais toutes les associations participent, notamment à caractère social,

Mme Benkhala : Monsieur le Maire, vous n'avez pas compris ma remarque en fait, je crois. Je disais, par exemple, qu'il y avait une demande très forte que les associations participent,

notamment à caractère social, au marché de Noël, et il a été dit que cela n'avait pas sa place, à juste titre, que c'était un moment un peu festif qui venait faire rêver les gens, et souvent la majorité était attaquée sur cet aspect parce que l'on ne prenait, soi-disant, pas en compte les associations sociales.

Là, le travail qui a été mené par les services, l'équipe Mouloudji, l'élue en charge des centres sociaux, Monsieur SAYADI, ils ont fait un vrai travail de concertation avec les associations, en lien aussi avec Sabrina FONTAINE, et justement, c'est devenu un pôle expert sur ces questions. Il y a énormément de choses qui sont faites, qui sont proposées et qui répondent à toutes les couches sociales de la ville. C'est vraiment très riche et diversifié.

Je m'attendais à ce qu'il y ait une recrudescence de questions, etc., parce que c'est comme cela que nous l'avons vécu en Bureau municipal.

M. le Maire : Absolument. Mais là, si l'on refait le sujet d'avant... allez-y, Monsieur GUILLAUD-BATAILLE.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, juste un mot. C'est une plaisanterie, effectivement on remarque quand elles ne sont pas là, mais quand elles sont là, nous n'avons pas de questions.

Excusez-moi, mais ce n'est pas de même nature, un projet de centre social comme l'Espace Mouloudji et le marché de Noël. Parce qu'y compris si l'Espace Mouloudji n'avait pas travaillé avec des associations, la CAF lui aurait dit de revoir sa copie, c'est la réglementation des centres sociaux.

Donc, je veux bien que l'on fasse des numéros de claquettes pour se rendre intéressants, mais enfin là, il faut garder raison et ne pas mettre de l'huile sur le feu juste pour se faire voir cinq minutes au Conseil municipal.

M. le Maire : Monsieur GUILLAUD-BATAILLE, il n'y a pas de mauvaises intentions. Le Conseil se passe très bien, restons dans ce climat serein.

Ce dont il faut se féliciter c'est que nos centres sociaux, que ce soit Mouloudji ou Langevin, fonctionnent à plein. Les gens sont vraiment ravis. Moi-même, j'assiste aux réunions et lorsque des associations viennent présenter des projets ou dénoncer les dangers du numérique en présence des enfants et des parents, il y a un gros travail.

Monsieur AOUMMIS.

M. Aoummis : Oui, Monsieur le Maire, très rapidement. Nous avons tous apprécié à sa juste valeur ce qui a été présenté au sujet de cet espace Langevin, Mouloudji, pardon, cela aurait pu l'être également, c'est le même directeur qui gère les deux centres.

Par contre, nous n'avons pas confondu effectivement, et cela est très important, à savoir les questions publiques et les questions des publics. En sociologie, cela n'a pas le même sens.

Nous avons apprécié les questions publiques qui ont été proposées devant nous aujourd'hui et nous avons voté favorablement.

Quant aux questions des publics, c'est autre chose et cela fait partie d'un autre débat. Merci.

M. le Maire : Bien, merci.

On revient à la délibération sur le numérique qui est ô combien intéressante. C'est une expérimentation et je pense qu'elle portera ses fruits.

Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Non. Il n'y a pas de questions, donc on va procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

Vote de la délibération n° 25 045

Ont voté pour : 42

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 045 est adoptée à l'unanimité.

MÉDIATHÈQUE

→ Adhésion de la commune de Choisy-le-Roi à l'Association Bibliothèque Braille Enfantine (A.B.B.E)

M. le Maire : Maintenant, je vais donner la parole à Madame OSTERMEYER, qui va nous présenter une adhésion intéressante avec l'Association Bibliothèque Braille Enfantine.

Mme Ostermeyer : Oui, bonsoir à toutes et tous. Dans le souci toujours constant d'accentuer nos efforts en direction des publics porteurs de handicaps, je sollicite encore une fois votre assentiment pour cette adhésion de la commune à l'Association Bibliothèque Braille Enfantine.

Il s'agit, vous l'avez compris, de proposer à nos concitoyens non-voyants ou déficients visuels un programme de prêts de livres en braille, et ceci au sein de notre réseau des médiathèques.

J'espère que vous permettrez à notre Maire de signer les documents s'y afférents pour autoriser cette adhésion. Merci.

M. le Maire : Merci, Madame OSTERMEYER. Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas.

Pour ma part, je me félicite de cette délibération, de cette adhésion. Nous essayons, je ne vous le cache pas, avec difficultés parce que ce n'est pas facile d'avoir une montée en charge sur le handicap, trouver des personnes, des référents, on en a un, je rends hommage à notre service santé au CCAS qui met en avant beaucoup de choses.

Ce n'est pas la volonté qui manque, mais s'il y a un domaine quand même humain important, c'est bien celui-là, et l'on souhaite vraiment dans les mois qui viennent, dans les années qui viennent, ou nous ou d'autres personnes, que ce soit poursuivi, que cette question du handicap nous voulons faire une priorité au sein du CCAS

C'est par ces toutes petites touches que l'on va essayer d'apporter tout notre soutien à toutes ces personnes qui sont en demande et qui doivent en bénéficier.

S'il n'y a pas d'interventions, je passe au vote. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Non. C'est voté à l'unanimité. Merci.

Vote de la délibération n° 25 046

Ont voté pour : 42

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 046 est adoptée à l'unanimité.

POPULATION

→ Réévaluation des tarifs de concessions de cimetière à compter du 1er juillet 2025

M. le Maire : Nous passons aux concessions pour les cimetières. C'est une petite réévaluation des tarifs, qui suit le coût de la vie, qui se monte à 2 %. Vous avez les tarifs 2024 et les tarifs 2025, vous voyez que nous sommes très modérés.

Y a-t-il des observations là-dessus ? C'est du classique. Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

Vote de la délibération n° 25 047

Ont voté pour : 42

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 047 est adoptée à l'unanimité.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

→ Approbation de la convention partenariale avec l'Association « Au fil de l'eau » pour la reconduction d'un passeur de rives en 2025

M. le Maire : Transition écologique. Là aussi, une très belle délibération qui nous tient à cœur. Monsieur BOLLE, je vous donne la parole pour nous parler de l'Association « Au fil de l'eau ».

M. Bolle-Dalliah : Merci Monsieur le Maire. Mes chers collègues, effectivement ce soir je viens vous présenter la délibération de la saison 2025 du passeur de rives. C'est le bateau qui traverse la Seine entre les deux rives de notre commune, de la médiathèque jusqu'à Gondole sud.

Petit rappel, cela fait de nombreuses années que ce service est en fonction dans notre ville. Il y a une nouvelle dynamique depuis notre arrivée puisque nous avons fortement impliqué la communication, on a appuyé l'association — et je reviendrai aussi sur le développement du bateau et l'électrification du bateau utilisé — au point que l'année dernière nous avons de nouveau battu les records de fréquentation avec près de 150 passagers par jour, sur 56 journées de navigation.

Je rappelle que ce service fonctionne les mercredi, samedi et dimanche après-midi, dès 14 h jusqu'à 19 h, avec des rotations de 10 minutes.

Il était habituellement convenu que le service fonctionne de fin mai, juin, juillet et août. Nous avons cette année à déplorer, en tout cas je le déplore fortement, le retrait du Département sur la participation habituelle, à hauteur de 7 000 €, ce qui nous a conduits à réduire la voilure cette année aux mois de juin-juillet. Nous avons donc concentré nos efforts sur une période qui était à plus forte affluence.

Dans la convention à signer par Monsieur le Maire, nous avons quand même inclus la possibilité si de nouveaux financements arrivaient d'ici début juillet à ce que l'association puisse effectivement exploiter le troisième mois comme elle le faisait les autres années.

Comme je vous le disais sur le bateau, cette année, il y aura un bateau de remplacement, de substitution sur les premiers temps, puisque nous avons soutenu l'année dernière l'électrification à hauteur de 5 000 €, et donc le bateau habituel est actuellement en travaux pour cette électrification.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite une bonne soirée.

M. le Maire : Oui, Monsieur ID ELOUALI.

M. Id Elouali : Merci cher collègue, Kristian BOLLE. On a là quand même un sujet intéressant, mais je déplore très vivement la décision du Département de réduire, je ne dirai pas la voilure parce qu'il ne s'agit pas de filer la métaphore, mais de réduire les vivres puisqu'il s'agit bien de cela, de réduire les vivres de cette association, de cette structure implantée sur Choisy et partout dans le département, très utile, conviviale, écologique puisqu'elle emprunte bien sûr un transport fluvial donc peu carboné, et surtout solidaire puisque c'est une structure créatrice d'emplois. Voilà. Je rappelle quand même qu'il s'agit d'insertion, d'emploi et de formation.

Je trouve la décision du Département incompréhensible, au moment vraiment où les départements, les villes bien sûr doivent accélérer leur transition sociale et écologique, de couper les vivres à cette structure et, encore une fois, de faire en sorte que cela fragilise, c'est une structure très fragile, on connaît les fragilités, la vulnérabilité de « Au fil de l'eau », du passage de rives, et de l'association « Au fil de l'eau » de manière générale. Permettez-moi quand même d'exprimer ici, et j'aimerais que ce soit bien noté, écrit, que le Département a pris une décision injuste, à la fois injuste, à contre-courant, encore une fois sans filer de métaphore, des transitions écologiques, sociales, que nécessite notre société.

Donc c'est fort dommage. Je ne me réjouis qu'à moitié de ce que l'on va décider ce soir. Bien sûr qu'à moitié parce que *in fine*, ceux qui sont le plus privé ce sont les habitants de Choisy et collatéralement bien sûr la planète, et collatéralement bien sûr les populations les plus fragiles puisqu'il s'agit d'une structure d'insertion, encore une fois, et d'économie sociale et solidaire. Merci.

M. le Maire : Tu as demandé la parole ? Oui, Monsieur BOLLE.

M. Bolle-Dalliah : Merci Monsieur le Maire. C'était juste une petite précision en complément des propos de Monsieur ID ELOUALI, le retrait du Département de la part du financement qui était attendu ne s'est pas fait sur une perspective de la saison 2025, mais sur service rendu de 2024. C'est donc encore plus dommageable puisque le service, lui, a eu lieu.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres observations ? Je n'en vois pas.

Sur ce sujet, on ne va pas rentrer dans une polémique. Je suis élu au Département, j'en suis le vice-président, je suis en première ligne pour constater ce qui s'y fait, ce qui s'y dit. Mais je sais aussi à travers les rencontres avec les autres départements, qu'ils soient de gauche, de droite, du centre, vert ou quoi que ce soit, notamment ceux du 93 et du 91 qui sont confrontés aux mêmes difficultés extrêmes et avec, quelquefois, des dispositions notamment... puisque s'il faut balayer ce que fait le Département sur la carte AMÉTHYSTE, par exemple, que l'on m'interpelle là-dessus, que l'on a sauvée parce que l'on continue à donner 200 € et où le Département du 93 propose pour la garder que les gens paient 300 €.

Les départements à l'unanimité ont écrit au Président pour dire que, dorénavant, tous les départements de France refuseraient de mettre en œuvre de nouvelles dispositions imposées par l'État qu'il ne financerait pas.

Alors j'entends cette question, cette affaire sur le passeur de rives n'est pas terminée. J'essaye, je n'essaye pas, je suis intervenu pour revoir cette question. J'ai reçu la direction de cette association du passeur de rives à qui j'ai dit que je vais faire en sorte, si ce n'est pas de récupérer les 7 000 €, de voir ce que l'on peut récupérer. Ceci dit, cette association n'est pas en danger parce qu'elle a de nombreuses subventions.

Après, cette association, ce service, s'il fallait aller au bout de l'analyse, cela existe encore à Choisy-le-Roi par notre volonté. Je ne suis pas sûr que si l'on interroge tous les Choisyens, pour en avoir de nombreux qui m'ont demandé de supprimer ce passeur de rives, que le oui l'emporte. Ben oui, il faut aussi voir les deux facettes. Mais, moi, je suis pour, nous sommes pour, notre majorité aussi. D'ailleurs, lorsque nous sommes arrivés en mandature, c'est ce que de nombreuses personnes attendaient, j'ai dit non. La Ville donne intégralement les 11 000 € que l'on donnait jusqu'à maintenant.

On pourra faire un jour un débat sur les départements, vous ne serez pas au bout de vos surprises. Nous, au Département, et tous les départements de France attendent des propositions qui nous expliquent comment faire lorsque vous devez dépenser 500 et que vous avez 250 en caisse.

Donc, je ne prends pas cela comme une attaque. Malgré tout, je suis vice-président du Département, je défendrai la majorité de ce Département comme je défends tous les départements de France, quelle que soit leur couleur politique, qui ont été mis dans une situation extrême par tous les gouvernements successifs. Tout ce qui coûtait cher à l'État, ils s'en sont débarrassés, ils ont envoyé tout cela, les patates chaudes, aux départements et, bien sûr, sans rien apporter en financement. Il y a un moment où cela coince.

Je comprends et je peux vous dire avec sincérité que je ne partage pas toujours les options qui sont prises. Nous avons pu avec quelques-uns éviter d'autres coupes.

Mais il est un fait, et j'ai discuté beaucoup avec des personnes, et peu importe pour qui elles votent, il y en a qui votent pour nous, il y en a qui votent contre nous, etc., qui se sont émues, par exemple, si l'on prend la carte AMÉTHYSTE, de ce qu'ils appellent la suppression. La carte AMÉTHYSTE n'a pas été supprimée, elle a été revue. Deux options se posaient à tous les départements. Il y a à l'heure actuelle des départements qui réfléchissent à la supprimer. La question qui s'est posée est : est-ce qu'on la supprime ou est-ce que l'on peut la maintenir ? Donc, il y a une analyse qui a été faite, et de la part même de personnes âgées et j'en ai des exemples dans ma famille, ce qu'il faut savoir et là où je peux faire moi un reproche c'est que peut-être la Région aurait pu aider un peu plus le Département puisque là où la carte AMÉTHYSTE, effectivement une personne âgée, handicapée et autre payait 25 € et pouvait circuler à loisir sur tout le réseau de transport en commun, par contre la Région nous facturait 400 €. C'était une dépense de près de 18 millions d'euros qui devenait insoutenable pour le Département, insoutenable. Ce ne sont pas des excuses, vous pouvez le vérifier, c'est insoutenable. Tous les départements sont confrontés à cette réalité, donc que faire ?

Ces 400 € dont certains bénéficiaient de la carte AMÉTHYSTE ne les utilisaient pas en fait. Certains l'utilisent tous les jours et là ils seront perdants, certains ne l'utilisaient qu'une fois par mois. Il y avait quand même quelque chose à revoir, on ne pouvait pas, par exemple, payer 400 € pour 100 d'utilisé. En moyenne, cela représentait 200 €.

Par contre, là où je voudrais que les choses soient revues, je souhaiterais que plutôt que ce soit sur un dossier qu'on donne ces 200 €, c'est que ceux qui étaient éligibles à la carte AMÉTHYSTE reçoivent directement les 200 € tout de suite. Je pense que cela va évoluer dans ce sens. Mais, dans un premier temps, il y a toute une mise en place à faire.

On ne va pas faire le débat, mais je vous donne un exemple de ce sur quoi sont confrontés tous les départements, de droite, de gauche. Le 91 a supprimé toutes aides aux associations, vous voyez, il y aurait eu le passeur de rives dans le 91, ils n'auraient pas eu un centime parce qu'ils ont supprimé toutes les aides.

Je voulais juste faire cet aparté parce que l'on n'est pas au Conseil départemental, mais je vous donne des explications. Si vous avez des questions à poser, je veux bien y passer cinq minutes, mais on ne va pas faire... Venez au Conseil départemental assister. Je suis désolé, il y a vos collègues qui vous représentent et qui nous posent des questions et à qui nous avons demandé de nous apporter des solutions, nous les attendons.

Maintenant, allez questionner le Département du 93 et demandez-leur ce qu'ils vont faire pour la carte AMÉTHYSTE. Moi, j'estime que l'on n'a pas fait payer les gens, on continue à leur donner de l'argent. Eux, pour l'instant, leurs dernières évaluations c'était de demander 30 € par mois aux gens qui en bénéficiaient. Je ne vais pas leur jeter la pierre, vous savez pourquoi ils sont contraints de faire cela. Et il n'y a pas que là-dessus, toutes les choses...

M. Id Elouali : Ce qui interpelle, Monsieur le Maire, on n'est pas là pour parler du Département...

M. le Maire : On peut illustrer et regretter bien sûr.

M. Id Elouali : Exactement. Je voudrais juste regretter une décision sur un projet qui a une incidence forte sur la ville de Choisy-le-Roi et ce n'est pas débattre de cela que d'attaquer qui que ce soit. Je la regrette et nous la regrettons tous, mais moi je suis quand même juste indigné de voir que la hauteur même de la somme, il s'agit de 7 000 €, je regarde mon collègue, pour 7 000 €, cela est le premier point.

Le deuxième point, et c'est encore plus scandaleux, il s'agit quand même, je le dis avec amertume, d'une structure qui fonctionne. On a un succès qui ne se dément pas. C'est-à-dire que l'on serait sur un bateau qui coule, on dirait c'est terminé. Mais là, c'est quand même une structure populaire, attendue et surtout économiquement, en tout cas la fréquentation fonctionne bien.

Donc, c'est là où je trouvais que pour 7 000 €, cela fait un peu petit, voilà, absolument. Merci.

M. le Maire : Je regrette aussi et les dés n'ont pas fini de rouler parce que je continue à demander une revoyure sur cette décision, donc nous verrons bien ce qui va en sortir.

On ne peut que tous regretter toutes les coupes qu'il y a ici ou là, mais que ce soit au niveau national, départemental ou même communal, et nous, c'est notre honneur d'avoir maintenu tous les services et toutes les subventions aux associations, il n'y en a pas une qui a pâti de la crise financière grave que nous traversons et j'espère qu'il en sera toujours ainsi même si c'est de plus en plus difficile. Mais, je suis d'accord pour faire participer tout le monde, et je dirai même qu'au niveau de l'État, que je peux aussi quelquefois critiquer, je sais aussi quelle est la situation de notre État et des finances de l'État. Cela ne date pas d'aujourd'hui ou d'hier, cela fait 30 ans que l'on voit le mur arriver et que l'on ne fait rien.

Maintenant, moi, je partage effectivement la décision. Il y a des décisions que je regrette, il y a des mises en œuvre que je regrette, mais en interne la discussion continue et notamment sur « Le fil de l'eau » et sur les modalités des 200 € de la carte AMÉTHYSTE, je continue à réclamer les améliorations pour que ce soit plus simple pour la personne qui doit toucher soit 200 €, soit ces 7 000 €. Après, on est bien placés pour savoir qu'à chaque fois que l'on demande 1 000, 2 000, 7 000, etc., à la fin de l'année cela fait tout de même une sacrée

somme et que la gestion, malheureusement, impose de gratter ici ou là, et là, le terme, c'est dans toute l'Europe, tout le monde gratte.

Après, on peut effectivement s'interroger sur le choix de certaines dépenses et il faut qu'il y ait une discussion sur ces choix parce que nous allons tous être confrontés à des choix. Que faut-il mettre en avant ? Que faut-il prioriser ? Etc. C'est une vraie discussion de fond, qui est légitime, mais qui n'enlève pas le problème majeur du problème des finances.

Pour notre part, on est au Conseil municipal de Choisy-le-Roi et, pour l'instant, on a fait face jusqu'au bout, on a sorti notre budget, on a même ajouté des choses socialement, sportivement et d'autres. Nous pouvons être fiers ensemble de ce résultat.

Je veux bien donner la parole deux ou trois minutes à chacun parce qu'après on revient à Choisy. Je crois que Monsieur AOUMMIS ou Monsieur GUILLAUD-BATAILLE avaient demandé la parole, je donne la priorité aux dames ? Allez, Monsieur GUILLAUD-BATAILLE.

M. Guillaud—Bataille : Je vais essayer d'être le plus court possible. Évidemment, c'est juste qu'à un moment quand la discussion a lieu, on ne peut pas juste fermer ses oreilles et laisser passer tout ce qui se dit.

Moi, ce que je regrette quand même c'est que les élections municipales arrivant, le cycle électoral s'enclenchant puisque tout le monde ici est conscient que l'on va vers un tunnel 2026-2027-2028 où l'on enchaînera les municipales puis les présidentielles et les législatives, puis les départementales et les régionales, et donc cela va venir occuper et parasiter y compris les débats locaux, quand je dis parasiter ce n'est pas forcément de mauvaise manière parce qu'évidemment Choisy n'est pas une île, c'est même l'inverse puisque c'est un pont, c'est d'ailleurs pour cela que l'on a un débat sur le « Fil de l'eau » entre deux rives.

Il va falloir que l'on fasse tous attention à la façon dont on communique. J'ai bien vu les affiches, Monsieur le Maire, que vous avez fait apposer, expliquant qu'il y a eu 0 % d'augmentation de la part communale des impôts. Oui, c'est factuellement vrai dans vos budgets, on sait tous qu'il y a eu une progression des bases tellement importantes que la facture pour les Choisyennes et les Choisyens, elle, a bien progressé. Je vois d'ailleurs une marque de fabrique que j'ai pu voir dans le journal du Département, la mise en avant héroïque, du fait de rembourser 50 % de la carte IMAGINE R pour les étudiants boursiers. Bravo. Sauf que la réalité et le choix du Département cela a été qu'alors que tous les étudiants Val de Marne et tous les lycéens Val de Marne avaient le droit à 50 % de remboursement sur leur carte IMAGINE R, vous avez décidé de le retirer. Voilà, c'est cela le choix qui a été fait. Donc après on peut faire de jolis visuels, de la jolie communication, c'est bien, cela permet de noyer le poisson.

Deuxième point, je n'en peux plus d'entendre des politiques répétés, en boucle, sur tous les sujets. Il faut massacrer les remboursements, c'est pour sauver la Sécu. Il faut repousser l'âge de la retraite, c'est pour sauver la Sécu. On sabre dans les services publics du Département, c'est pour sauver le Département. Chacun sa culture, moi j'ai une petite musique qui me revient de mes études d'histoire où il y a un euphémisme qui était employé par l'armée américaine au Vietnam qui était de « on a sauvé le village ». Cet euphémisme était tellement débile et barbare que dans nombre de rapports de l'armée américaine, on peut lire « pour sauver le village, nous avons été contraints de le brûler ». Or, moi j'en ai marre d'entendre des politiques dire « on sauve » alors qu'en fait, ils sont en train de foutre le feu et d'abattre des services publics entiers, cela commence à bien faire.

Quant à la remarque, je me félicite du fait que le premier adjoint écologiste, membre d'Europe Ecologie, dit les Verts, décide à 11 mois du terme du mandat d'essayer d'entamer une différenciation pour la modique somme de 7 000 €.

M. Id Elouali : Monsieur le Maire, on s'éloigne, on s'égare, on va revenir au sujet.

M. le Maire : Madame Sabrina FONTAINE, j'ai promis, on va clore ce débat. De toute façon, vous savez que je suis très pragmatique, je dis que l'on va clore ce débat, en fait ce n'est pas nous qui allons clore ce débat, c'est l'électeur et je m'incline toujours devant le choix de l'électeur.

Je pense, Monsieur GUILLAUD-BATAILLE, que vous aurez beaucoup de mal à démontrer que c'est l'élection municipale qui m'influence et si je vous donne l'impression que je vais m'accrocher à mon poste, je vais vous dire que certains me reprochent de ne pas assez en faire, mais je vais me représenter par devoir, Monsieur GUILLAUD-BATAILLE, et je laisserais volontiers ma place si je n'étais pas certain tant de l'état catastrophique où serait notre pays ou notre ville par rapport à ce que certains annoncent comme la gratuité des cantines, la gratuité des fournitures scolaires, ce qui est déjà le cas, Monsieur. Je vous invite juste à calculer ce que coûte la gratuité des cantines scolaires, ce sera près de 2 millions d'euros alors qu'il nous manque à l'heure actuelle 4 millions pour boucler efficacement le budget. Je vous laisse dire cela à la population. S'ils vous suivent, je respecterai. Mais je vous parie ici que, si un jour cela devait arriver, je sais comment ces promesses seront tenues, c'est que certaines classes verront leur tarification doubler, tripler et d'autres effectivement ne paieront pas. Et c'est de cela dont la population a marre. C'est cela qui fait monter les extrêmes et c'est contre cela que je me battrais toujours.

Ceci dit, écoutez, ceux qui veulent la place, je serais curieux de voir comment ils vont régler cette équation : on a 250, on doit dépenser 500.

Maintenant, en ce qui concerne la Ville, oui, Monsieur, depuis cinq ans nous n'avons pas augmenté le taux communal. Et oui, cela augmente parce que les bases locatives augmentent. Des villes de gauche, de droite et du centre ont non seulement vu leurs bases augmenter, mais ils y ajoutent l'augmentation de la part communale.

Maintenant, j'attends que quelqu'un m'explique comment éviter que les bases locatives augmentent, ce qui dépend exclusivement des services de l'État.

On va clore. Je vais donner la parole, comme je l'ai promis, à Madame Sabrina FONTAINE.

Je suis disposé à avoir une discussion de fond sur les priorités, participer ensemble parce que je pense que notre pays, nos villes, nos communes, nos départements, que si quelqu'un a une pierre philosophale, des idées, etc., qui prouvent qu'il y a un semblant de solution, que l'on arrive à vitre ensemble, que les plus faibles, les plus pauvres puissent s'en sortir parce que, moi, c'est ce qui m'anime quand même. Et bien, il n'y a aucun souci, je mets en marche, j'approuve et je dis bonne chance à tous ceux qui voudraient essayer cela et à qui la population ferait confiance. Il n'y a aucun problème là-dessus, aucun.

Je donne la parole à Madame FONTAINE.

Mme Fontaine : Juste rapidement par rapport à l'association « Au fil de l'eau », c'est effectivement bien triste parce que c'est toujours les associations d'insertion professionnelle, etc., qui trinquent et l'on en a vraiment besoin.

Mais la Ville, malgré tout, maintient ses subventions. On fait l'effort et je reconnais que c'est dommage que le Département ne le fasse pas. Parce que nous on le fait, on se bat pour

maintenir cette qualité parce que "Au fil de l'eau" est une très belle association, qui fait énormément de choses notamment dans les quartiers prioritaires. C'est vraiment dommage que le Département ne suive pas là-dessus parce que nous on le fait, en tout cas au niveau de la municipalité.

M. le Maire : J'espère pouvoir revenir vers vous avec de bonnes nouvelles, je ferai tout en sorte.

Monsieur BOLLE.

M. Bolle-Dalliah : Merci Monsieur le Maire. Juste pour terminer, je souhaiterais revenir sur l'association « Au fil de l'eau ». Cette décision du Département aurait été plus compréhensible, en tout cas moins sensible, si elle n'avait pas été prise, et je le répète, une fois le service rendu, c'est-à-dire si l'information n'était pas arrivée chez nous en novembre 2024, une fois la saison 2024 terminée.

Cela aurait été sur les difficultés que vous annoncez du Département que nous n'ignorons pas, personne autour de cette table n'ignore les difficultés des départements en général, que ce soit les départements de droite comme de gauche. Cela aurait été une annonce sur une perspective 2025 avec le travail pour nous derrière en complémentarité d'essayer de trouver un autre moyen de financement, nous l'aurions compris plus facilement.

Là, on parle vraiment d'un retrait du Département une fois le service rendu, terminé sur le compte administratif quasiment. C'est là qu'est l'incompréhension clairement. Donc, il est légitime de dire qu'on le déplore. On peut comprendre les raisons qui expliquent et les difficultés du Département qu'ici personne n'ignore, mais on peut déplorer que ce soit une fois le service fait.

Merci en tout cas de m'avoir donné une dernière fois la parole.

M. le Maire : Bien, merci. Si vous le voulez bien on revient à notre délibération qui ne souffre pas de critiques puisque nous maintenons, vous l'avez dit Madame FONTAINE, intégralement, et j'espère que l'on pourra continuer longtemps à faire comme cela, la subvention à l'association « Au fil de l'eau », qui fait effectivement un excellent travail, que j'ai reçue et qui ont compris, nous avons échangé d'une manière constructive. Je leur ai promis que je vais essayer de faire changer cette décision. Je ne vous dis pas du tout que je vais y arriver, mais j'essaye, j'ai déjà entrepris.

Je serai ravi si je peux revenir vers vous en disant « je n'ai pas obtenu 7 000, mais 3 000 ou 4 000 », d'ailleurs ils seraient contents que j'obtienne la moitié et je vais essayer de leur faire revenir les 7 000 et autres.

Vous savez, on peut être dans une majorité, échanger, faire d'autres propositions. J'ai compris ce qu'a voulu dire Monsieur GUILLAUD-BATAILLE, très sincèrement, je n'en veux pas. Voilà, on est un groupe homogène avec d'abord ce qui compte soit les valeurs de fond républicaines et que nous avons tous ici ensemble.

On arrive au bout d'une mandature où personne autour de cette majorité n'a à rougir du travail que nous avons fait. Qu'il y ait après des sensibilités plus accentuées sur certains points, c'est la nature et cela ne me choque pas, elles peuvent être exprimées. J'aurais préféré éviter que l'on parle du Département, mais cela ne me gêne pas, cela me permet aussi d'en parler et l'on peut avoir une discussion là-dessus.

Mais je pense que l'on doit tous s'accepter dans nos différences, dans nos sensibilités, pourvu que le fond, qui est le plus important, les valeurs et les valeurs républicaines nous

réunissent. C'est pour cela que je disais très sincèrement tout à l'heure sur le projet de cette galerie, je serais très heureux, et je vais vous y associer, que tous ensemble on travaille à la réussite de ce projet, et vraiment vos suggestions, idées et remarques seront prises en compte. D'ailleurs, dès la prochaine réunion où ce projet sera présenté, tout le monde aura la parole. Tout ce qui fait avance le schmilblick, qui n'est pas des frites, pour ceux qui ont connu le sketch, sera retenu.

Nous allons passer au vote, nous allons rester dans une bonne ambiance. Qui est contre ? Personne, il manquerait plus que cela qu'il y en ait qui soit contre après tout ce que l'on a dit. Abstentions ? Il n'y en a pas. C'est voté à l'unanimité. Merci à vous.

Vote de la délibération n° 25 048

Ont voté pour : 42

M. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme BOUGUEROUA Hamida, Mme DESPRES Catherine M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

La délibération n° 25 048 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales

M. le Maire : Maintenant, on arrive au fameux compte rendu des décisions L-2122-22. À chaque fois que j'arrive à cela, j'ai une pensée bien sûr à notre ami qui était ici, qui était le grand spécialiste et qui nous manque beaucoup, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, des élus qui étaient à cette place.

S'il n'y a pas d'interventions sur ces décisions, merci de cet excellent Conseil. Bonne soirée à vous et à bientôt.

Délibération n° 25 049 — PREND ACTE.

La séance est levée à 21 h 12.